

# «La situation de la santé nationale est plus que critique»

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4301 - Mardi 17 octobre 2017 - Prix : 10 DA

Oran

## Saisie record de 55 000 comprimés d'ecstasy

Appel à l'application du décret sur la traçabilité du produit

## La pomme de terre hors de prix

### La fin du Grand Mensonge en Libye

Par Mohamed Habili

**L**e dialogue entre les seules actions libyennes reconnues par la communauté internationale, représentants attirés de Tobrouk d'une part et ceux de Tripoli de l'autre, enregistre des avancées notables, au dire en tout cas de celui qui y préside, Ghassan Salamé, l'émissaire onusien, qui cependant se montre assez prudent pour ne pas crier victoire sans plus attendre. Ghassan Salamé le libanais est le troisième du nom, après Bernardino Leon l'espagnol et Martin Köbler l'allemand, amenés tous deux à rendre le tablier sans avoir démerité pour autant, leurs efforts réussis ayant tout de même abouti à l'élaboration de l'accord de Sekhirat en décembre 2015, qui sert de cadre aux négociations de Tunis actuelles. Il est une question qui se pose: comment se fait-il que Salamé soit, comme tout semble l'indiquer, en train de réussir là où ces deux prédécesseurs ont échoué, c'est-à-dire à créer un nouveau terrain d'entente entre les protagonistes libyens qui ne soit pas en complète rupture avec la lettre du texte de Sekhirat ? Aurait-il profité de leurs échecs, ou bien aurait-il rapidement posé le bon diagnostic du mal libyen, de sorte qu'il a fait l'économie de leurs entêtements, volontaires ou non, dans l'erreur ? Sans doute y a-t-il des deux à la fois dans la façon dont il mène sa barque entre les écueils à peine visibles qui jalonnent la crise libyenne.

Suite en page 3

Ould Abbès lors de la rencontre avec les têtes de liste du FLN

# «Je n'ai cédé à aucune pression ni influence»



En prévision du double scrutin APC/APW, le FLN, pour la première fois, semble avoir touché, à quelques communes près «en raison de leur enclavement», la totalité des municipalités du pays, à en croire Djamel Ould Abbès, secrétaire général du vieux parti, qui dans une conférence de presse donnée hier à Hydra-Alger à l'issue de sa rencontre avec les têtes de liste du parti, a déclaré que «pour la première fois le FLN a réalisé la totale».

Lire page 3

Sacré village le plus propre de Tizi-Ouzou  
**Tiferdoud, un modèle d'écocitoyenneté**

Festival international de musique symphonique  
**Une soirée européenne pleine de rythmes**

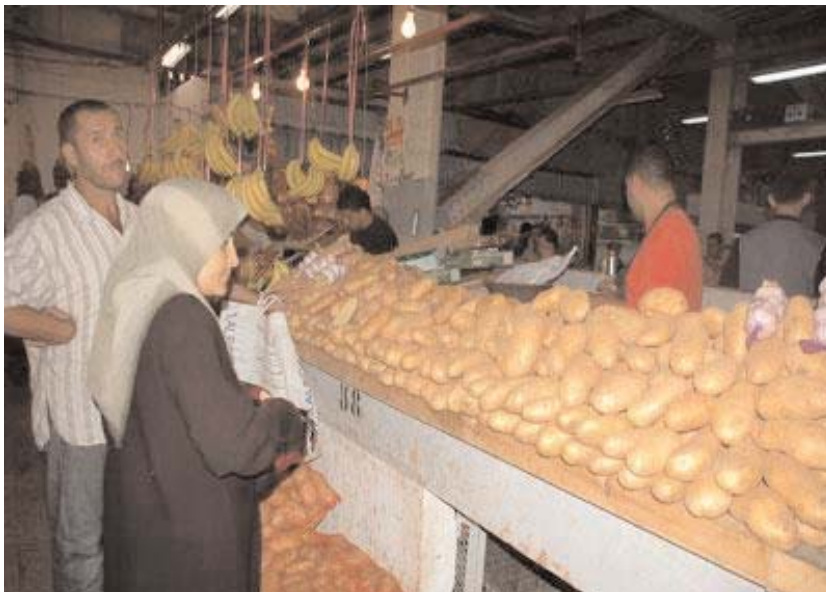
Appel à l'application du décret sur la traçabilité du produit

# La pomme de terre hors de prix

■ En quelques jours seulement, les prix de la pomme de terre ont fait un bond spectaculaire. Une hausse vertigineuse au même titre que les prix des fruits et légumes et des autres produits de large consommation. Hier, le kilogramme de pomme de terre a atteint facilement les 90 DA dans la majorité des marchés.

Par Meriem Benchaouia

Le marché de la pomme de terre en Algérie reste relativement instable, notamment au niveau des prix, et ce, en dépit de la production abondante de celle-ci et de toutes les mesures prises récemment dans ce sens afin d'améliorer le secteur. La planification, la disponibilité, le suivi et la commercialisation font défaut à tous les niveaux. En quelques jours seulement, les prix de la pomme de terre ont fait un bond spectaculaire. Une hausse vertigineuse au même titre que les prix des fruits et



légumes et des autres produits de large consommation. Hier, le kilogramme de pomme de terre a atteint facilement les 90 DA dans la majorité des marchés. Ce tubercule réputé comme légume des pauvres est désormais inaccessible pour les petites bourses. Malgré les déstockages et les assurances des autorités, la tendance haussière risque de durer dans le temps. À force de réitérer les promesses jamais tenues, le citoyen ne fait plus confiance

aux discours. Si ces pénuries s'installent en cette période c'est déjà un signe d'alerte pour les mois à venir. Ainsi, l'Association algérienne de protection du consommateur a appelé le ministère de l'Agriculture à accélérer l'application des dispositions du décret exécutif N° 16-66 du 16 février 2016 définissant le modèle du document tenant lieu de facture, permettant d'assurer la traçabilité du produit et de mettre fin à l'intervention d'intermédiaires, aux fluctuations d'ap-

provisionnement et à la spéculation. La mise en œuvre des dispositions de ce décret «permettre de mettre fin à l'intervention d'intermédiaires, aux fluctuations d'approvisionnement et à la spéculation», a précisé l'association qui a appelé le ministre de l'Agriculture, Abdelkader Bouazghi, à «prendre les mesures nécessaires pour mettre fin au problème de la hausse des prix de la pomme de terre», à travers l'activation du rôle des offices de fruits et de

légumes et le déstockage de quantités considérables de pomme de terre pour approvisionner le marché. Cette mesure contribue à assurer la stabilité des prix de la pomme de terre et à protéger le pouvoir d'achat des consommateurs, ajoute le communiqué. Le prix de la pomme de terre est en hausse par rapport au pouvoir d'achat des citoyens, a estimé l'association, incombant cette hausse non justifiée aux mandataires qui ont la mainmise sur l'approvisionnement des marchés en cette matière. Le ministère de l'Agriculture a procédé au déstockage d'un million de quintaux de pomme de terre des chambres froides, a annoncé le ministère lors d'un communiqué. Cette opération a été lancée pour la période de soudure octobre-novembre 2017 dans le cadre de la régulation de la filière de la pomme de terre à travers les opérateurs stockeurs encadrés par l'Office national interprofessionnel des légumes et viandes (Onilev). Selon le ministère, une croissance soutenue de la production nationale de la pomme de terre a été enregistrée, passant de 2,6 millions de tonnes en 2009 à 4,8 millions de tonnes en 2016. La superficie réservée à la production de pomme de terre est passée de 105 000 ha en 2009 à plus de 150 000 ha actuellement. Il est prévu de passer à une production de six millions de quintaux à l'horizon 2019. M. B.

Conseil de l'Ordre des médecins

## «La situation de la santé nationale est plus que critique»

Système de soins déconnecté des besoins réels de la population, manque de sécurité du personnel médical et paramédical, formation dans les centres hospitalo-universitaires qui n'est pas à la hauteur des attentes, ... c'est le tableau noir du système de santé algérien dressé, hier, par le Conseil de l'Ordre des médecins sur les ondes de la Radio nationale. Le président du Conseil de l'Ordre des médecins, D' Mohamed Bekat Berkani, a qualifié «la situation de la santé nationale de plus que critique». L'invité de la Chaîne III impute cette situation critique à la faiblesse du système national de santé. «Le système national de santé n'est plus en mesure de fournir des prestations qui peuvent suffire pour notre population», a-t-il fait remarquer. «Aujourd'hui, soutient-il, si vous allez dans un hôpital vous aurez des difficultés à avoir un médecin ou un rendez-vous pour une intervention chirurgicale». «Il faudrait absolument réfléchir à une solution rapide pour améliorer la situation», insistera-t-il. Il aborde aussi le manque de sécurité du personnel médical et paramédical dans les hôpitaux. «Il y a des agressions tous les jours dans les services d'urgences. Il faut que les populations reprennent leur calme», a-t-il

suggéré. Il appelle l'Etat, à cet effet, pour jouer son rôle d'arbitre, agir rapidement et réfléchir à notre système de santé national. L'intervenant reconnaît aussi que la formation dans les centres hospitalo-universitaires n'est pas assurée de façon moderne. Il ajoute que l'exercice médical, en lui-même, n'est pas à la hauteur de ce qu'il devrait être. D' Mohamed Bekat Berkani impute cette défaillance à diverses raisons. Il énumère, entre autres, le manque de moyens d'investigation pour le médecin, le manque de literie, l'hygiène de base qui n'est pas assurée et certains médicaments qui sont aléatoires et la liste est longue. «À la fin, on se pose la question de savoir à quoi sert l'hôpital», s'est-il interrogé. C'est à cause du manque de conditions sociales à même de les motiver à rester en Algérie que les médecins algériens quittent le pays pour exercer à l'étranger, explique M. Bekkat-Berkani qui relève qu'il s'agit d'une «grande hémorragie» pour le pays. Selon les chiffres qu'il a avancés, il y a près de 5 000 médecins algériens inscrits au Conseil de l'Ordre des médecins français, sans compter, dit-il, les 10 à 20 000 autres médecins qui font des petits boulots dans des services d'urgences en France, ce qui est



dommageable à notre système de santé et à l'avenir du médecin algérien, sans parler du désastre pour l'économie de l'Algérie qui forme des médecins pour d'autres pays.

Pour faire face à cette situation des solutions rapides à tous ces problèmes s'imposent. L'invité de la Chaîne III suggère qu'il faut que tous les acteurs du système (exécutif, institutions de santé et partenaires sociaux) se mettent autour d'une table pour dialoguer et réfléchir ensemble aux meilleurs voies pour améliorer l'accès aux soins aux citoyens. «Aujourd'hui, il est temps de réflé-

chir ensemble, pour trouver des solutions consensuelles aux problèmes de notre système de santé nationale», a-t-il exigé. M. Bekkat-Berkani réitère également la disponibilité du Conseil qu'il préside à contribuer au redressement de la médecine, invitant, à cet effet, les autorités du pays à prendre toutes les dispositions utiles afin de garantir la sécurité hospitalière, en particulier celle des médecins. Par ailleurs, le président du Conseil national de l'Ordre des médecins émet des réserves sur l'avant-projet de loi sanitaire, se félicitant que ce texte soit gelé. «Il faut réfléchir

ensemble à trouver des solutions consensuelles de manière à ne pas refaire l'erreur de l'avant-projet de loi sanitaire. C'est un mauvais texte qui a été heureusement gelé par les autorités», a encore relevé M. Bekkat-Berkani. Il estime que ce texte doit être amélioré en procédant à une deuxième lecture. Il appelle à «ne pas faire l'erreur de reprendre ce texte, rédigé par deux ou trois personnes n'ayant aucun contact ni avec la réalité du terrain ni avec les possibilités de l'évolution de la médecine», a-t-il commenté.

Louiza Ait Ramdane

Ould Abbès lors de la rencontre avec les têtes de liste du FLN

## «Je n'ai cédé à aucune pression ni influence»

■ En prévision du double scrutin APC/APW, le FLN, pour la première fois, semble avoir touché, à quelques communes près «en raison de leur enclavement», la totalité des municipalités du pays, à en croire Djamel Ould Abbès, secrétaire général du vieux parti qui dans une conférence de presse donnée, hier à Hydra-Alger, à l'issue de sa rencontre avec les têtes de liste du parti, a déclaré que «pour la première fois, le FLN a réalisé la totale».

Par Lynda Naili

A ce titre, ayant été dans tous les rendez-vous électoraux pour les locales, présent dans les 48 wilayas du pays, pour celui du 23 novembre prochain, Djamel Ould Abbès se targue de la présence de son parti dans toutes les communes du pays. Comparativement aux élections locales de 2012 où le FLN était absent dans 35 communes, pour cette fois-ci «il nous manquait 5 communes, mais jusqu'à hier soir (avant-hier soir), nous avons pu rallier la commune des Ouaciis à Tizi Ouzou. Les quatre restantes, étant dans des zones enclavées, nous n'avons pas pu les joindre à nous», a-t-il expliqué tout en affichant sa satisfaction de voir le vieux parti «ancré en Kabylie bien avant le FFS et le RCD». Ce qui selon lui témoigne de «la confiance des citoyens envers le FLN» et «encouragera à entrer confiant dans la campagne électorale». Le FLN a présenté un total de 38 728 candidats dont 33 295 pour les APC et 4 419 pour les APW, d'après les précisions de Djamel Ould Abbès. Dans ce contexte, ce dernier fera part d'«une première» pour son parti, dans le sens où 65% des candidats FLN sont des universitaires. «Ce qui est normal, estimera-t-il, puisque la génération des moudjahidine commence à s'éclipser».

En outre, relevant l'important travail de proximité qui a remis sur scène l'importance de la base militante en faveur du parti, Ould Abbès, faisant l'évaluation de l'opération des choix des candidats, dira qu'au vu de «l'étape difficile, cela n'a pas été facile de faire le choix des candidats», tout en assurant que «tous les dossiers ont été minutieusement étudiés». «On a travaillé dans le calme et le respect de la transparence promise. Certes, il y a eu des débats houleux, mais je n'ai cédé à aucune pression ni aucune influence de quel ordre qu'elle soit. Nous avons travaillé dans la démocratie la plus tota-



P.V.D.-R.

le», a-t-il ajouté. Dans ce contexte, Djamel Ould Abbès a démenti les rumeurs selon lesquelles les listes de candidature, dans certaines wilayas, ont été remises après la date légale fixée par le code électoral et annoncée par le département de l'Intérieur. «Le FLN, sur recommandations du chef de l'Etat, également président du parti, travaille dans le respect des lois de la République. C'est le FLN qui défend la loi», a-t-il lancé avant d'ajouter que le vieux parti «sera toujours en tête».

### «Les contestations sont un signe de bonne santé»

Poursuivant sur cette lancée, le numéro deux du FLN a qualifié les mouvements de contestations qui ont émaillé l'élaboration des listes de candidature dans bon nombre de wilayas comme étant «un signe de bonne santé du parti». De plus, questionné sur les bruits à propos de certains candidats du vieux parti qui ont tenté d'acheter leur candidature, Ould Abbès, sans citer les noms des incriminés ni des wilayas concernées, confirmera avoir eu «écho de cette rumeur,

et qu'après investigations qui ont confirmé la malversation, les deux candidats en question ont été carrément évincés des listes de candidature». Quant au report de la tenue de la réunion annuelle du comité central du bureau politique de son parti, Djamel Ould Abbès attribuera la raison à «la coïncidence de la date arrêtée pour les 22 et 23 octobre en cours, avant la convocation par le président de la République du corps électoral, pour les élections locales fixées pour le 23 novembre prochain. La priorité a donc été pour nous de préparer cette échéance électorale et de reporter la réunion annuelle du comité central».

### «Si Ahmed Ouyahia fera sa campagne électorale, on verra le résultat»

Par ailleurs, à propos d'éventuelles craintes sur de meilleures performances du RND lors du double scrutin prochain, le secrétaire général du vieux parti, soulignant qu'au RND, ce sont nos enfants, la majorité d'entre eux (ses militants) était chez nous), dira que «Ahmed Ouyahia connaît la force du FLN. Vous

l'avez tous entendu louer le FLN à l'APN alors qu'il répondait aux questions des députés sur le plan d'action de son gouvernement». «Si Ahmed Ouyahia fera sa campagne électorale en prévision des locales du 23 novembre, on verra le résultat», a-t-il lancé avant d'avertir ceux qui «veulent s'infiltrer dans le vieux parti» et pour lesquels, dira-t-il, «je n'hésiterai pas une seconde à utiliser le chalumeau».

En outre, interrogé sur les derniers propos de Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), selon laquelle «le FLN n'atteindra jamais la totalité des communes», Ould Abbès dans un discours chauffé d'anecdotes croustillantes dira que «la politique est un art, une sagesse qui se passe de toute agitation clownesque», et poursuivra en comparant le PT aux «îles confettis se trouvant dans l'océan Pacifique», rétorquera que par ses propos, «Louisa, pour se faire remarquer, s'attaque au FLN qui est et reste le géant de la politique en Algérie».

L. N.

### Elections locales

## Tirage au sort jeudi pour l'affectation du numéro d'identification

La Haute instance indépendante de surveillance des élections (HIISE) appelle les formations politiques (partis et alliances) dont les dossiers de candidatures aux élections locales ont été acceptés, à participer au tirage au sort prévu jeudi prochain pour l'affectation du numéro d'identification national, a indiqué hier un communi-

qué de cette instance. «En prévision des élections des membres des Assemblées populaires communales (APC) et des Assemblées populaires de wilaya (APW) qui auront lieu le 23 novembre 2017, la HIISE informe les formations politiques (partis et alliances) dont les dossiers de candidatures aux élections locales ont été acceptés, à parti-

ciper au tirage au sort prévu jeudi 19 octobre 2017 au Palais de la culture Moufdi-Zakaria à partir de 10 heures pour l'affectation du numéro d'identification national», a précisé le communiqué. La HIISE invite les partis politiques qui participeront à cette échéance électorale à désigner deux représentants pour assister au tirage au sort qui se déroulera

sous la supervision des membres de la commission permanente de la HIISE. «Soucieuse d'assurer la participation de tous les concernés par cette opération, le présent communiqué tient lieu d'invitation à tous les partis politiques participant aux élections», a souligné le communiqué de la HIISE.

R. N.

### LA QUESTION DU JOUR

## La fin du Grand Mensonge en Libye

Suite de la page une

C'est ainsi qu'il a tout de suite compris que celle-ci était insoluble si l'on partait de l'idée qu'elle découle d'une véritable révolution. Non seulement il a soigneusement évité de prononcer le mot, sachant combien il était clivant et malsonnant, mais il a vite donné le sentiment de le récuser, de ne pas s'y reconnaître. Bien que diplomate, Salamé respire l'autorité, un trait de caractère qu'on n'a pas vu à ses prédécesseurs. Ayant saisi où ça coince, il n'a pas craint de tenir un langage à contre-courant de celui qui avait cours sous ces derniers, même si ni l'un ni l'autre n'en était particulièrement adepte, il faut bien le reconnaître. Or si la crise libyenne ne procède pas d'une révolution, c'est qu'elle est le résultat d'une agression extérieure. Ghassan Salamé se garde bien de tenir ce langage, qui d'ailleurs aurait détonné dans la bouche d'un diplomate, qui plus est émissaire onusien, mais il agit comme s'il n'en pensait pas moins. Rien ne le montre mieux que cette espèce de préalable posé par lui, en vertu de quoi il ne faut faire place à tout le monde dans la recherche de la solution politique, y compris aux pro-Kadhafi, y compris donc à Seif El Islam et à ses partisans, qui ont le droit de prendre part aux élections devant mettre un terme à la crise. L'autorité de Salamé est telle (à moins qu'il ne faille parler de lassitude des Libyens toutes tendances confondues) qu'il ne s'est pas trouvé grand monde pour y trouver à redire. Le peu de voix qui se soient levées pour protester là contre est la meilleure preuve que le Grand Mensonge n'a plus cours en Libye. S'agissant de l'accord de Sekhrit, Salamé le maintient mais pour en changer l'esprit, comme en attestent les remaniements qu'il compte faire subir à l'article accordant le droit au seul Conseil présidentiel de nommer aux postes militaires, et à celui qui fixe la composition de ce même conseil, qui par ailleurs n'aura pas autorité directe sur le gouvernement de transition. En clair, cela veut dire qu'il n'appartient pas au gouvernement Fayaz Al Serraj de désigner les chefs militaires. Mieux, que ce gouvernement n'est plus sous l'autorité d'Al Serraj. Que celui-ci sera flanqué de deux vice-présidents, qui sur tout auront voix au chapitre.

M. H.

Sacré village le plus propre de Tizi-Ouzou

# Tiferdoud, un modèle d'écocitoyenneté

■ C'est le fruit de la persévérance que les habitants du village Tiferdoud, l'un des plus hauts de Tizi-Ouzou, ont récolté dimanche en décrochant le prix du village le plus propre du concours Rabah Aïssat.

Par Lamia G.

Engagé depuis deux ans dans l'écocitoyenneté, ce petit hameau de 1 500 âmes, perché à 1 197 mètres d'altitude dans le Djurdjura, a frôlé la victoire en 2016 en se classant dans le top 10 des villages les plus propres à ce concours organisé par l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Déterminés dans leur engagement à faire de leur village un symbole de propreté et à offrir aux habitants un cadre de vie agréable, les membres du comité de village sont rentrés chez eux, le 13 octobre 2016, certes bredouilles mais armés d'une volonté de se surpasser et de hisser leur village sur la plus haute marche du podium des villages les plus propres en 2017. Les efforts engagés par les habitants de Tiferdoud pour améliorer leur environnement et s'offrir un cadre de vie plus sain, sont visibles dès l'approche du village. Les routes sont propres et aucun déchet pas même le moindre petit emballage ou mégot, n'est visible. La discipline est de mise et tout le monde s'y soumet de bon cœur, témoignent des membres du comité de villages rencontrés sur place.

L'entrée du village au ce qui était l'ancien village, le hameau ayant connu des extensions au fil des années, est matérialisée



avec un tableau électronique souhaitant la bienvenue aux visiteurs et indiquant l'altitude du village le plus haut de Kabylie (1 197 m d'altitude). La route qui s'ouvre en pente raide, confirme la spécificité de ce village de montagne qui fait face au plus haut sommet du Djurdjura, Lalla Khedidja. La première action écologique des habitants fut l'éradication d'un dépôt sauvage qui s'amoncelait non loin du cimetière, véritable tache noire qui enlaidissait le paysage et menaçait de pollution les terres et sources du village. Des poubelles ont été ensuite installées partout et les familles se sont mises au tri, en séparant déchets biodégradables destinés au compostage, pain rassis récupéré par des éleveurs, et déchets d'emballage, destinés au recyclage.

## Garder l'âme authentique du village

Le comité de village a fait le choix de préserver l'identité architecturale traditionnelle du



village et de concevoir ses projets d'embellissement autour de cette structure villageoise séculaire où Tajmaat est au centre du hameau, le but étant de le transformer qualitativement tout en gardant l'âme authentique caractérisant un village de montagne, a indiqué un membre du comité de village, Mohand Salem Sadali. Les ruelles étroites

qui desservent le vieux Tiferdoud, sont ornées de bacs à fleurs, déposées et entretenues par les familles, ajoutant grâce et douceur aux murs en pierres sèches des maisons traditionnelles kabyles qui sont jalousement préservées par leurs propriétaires. Des espaces verts sont aménagés au niveau de toutes les placettes et des

fresques ornent les murs de ce beau village, cernés de figuiers qui rappellent la vocation arboricole de la région. Le chantier était colossal, Tiferdoud situé sur une crête enneigée chaque hiver, avait subi d'importants dégâts à cause notamment d'éboulements ayant causé la dégradation du réseau routier lors de la tempête de neige de 2012 qu'à connue la wilaya. Le raccordement du village au gaz naturel a fini par venir à bout des derniers tronçons de routes qui étaient épargnés par la neige, se rappelle Ouidir Hamadache, président du Comité de village. Les lieux symboliques tels que Tajmaat, les fontaines dont Tala nwaadda qui était ensevelie sous terre, le cimetière, le monument et le carré des 28 martyrs du village, ont été réhabilités et font l'objet de travaux d'embellissement pour les mettre en valeur tout en veillant à sauvegarder leur authenticité et leurs fonctions, a précisé M. Sadali. Des infrastructures modernes ont été savamment «injectées» dans le village, réalisées grâce aux cotisations des villageois et de la communauté immigrée. Il s'agit d'un centre culturel, d'une salle des fêtes, d'une aire de jeux recouverte de gazon synthétique de dernière génération, d'une piscine et d'une crèche. En plus du bien-être qu'ils procurent, ces espaces permettent de renforcer le lien social entre les villageois puisqu'il s'agit aussi de lieux de rencontre, ont-ils indiqué. Cette dynamique est saluée à plusieurs égards, a souligné M. Sadali car, a-t-il ajouté, les réalisations concrétisées quasiment avec les seules ressources financières du village, en plus d'améliorer l'aspect général du village, feront de Tiferdoud un village agréable à vivre disposant d'infrastructures de base qui contribueront à l'épanouissement culturel, social et sportif des villageois, a-t-il observé.

L. G./APS

## Projet de loi sur la poste et les communications électroniques

### Objectif : Fournir des services de «qualité»

Le projet de loi fixant les règles générales relatives à la poste et aux communications électroniques, qui sera débattu prochainement à l'Assemblée populaire nationale (APN), a pour objet de définir les conditions permettant de développer et fournir des services de poste et de communications électroniques de «qualité».

La présente loi qui a pour objet de fixer les règles générales relatives à la poste et aux communications électroniques, a pour objectifs de «définir les conditions permettant de développer et fournir des services de poste et de communications électroniques de qualité, assurés dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires dans un environnement concurrentiel tout en garantissant l'intérêt général». Elle vise aussi à «promouvoir le développement et l'utilisation des communications électroniques, défini-

ner les conditions générales d'exploitation des activités de la poste et des communications électroniques par les opérateurs, définir le cadre et les modalités de régulation des activités liées à la poste et aux communications électroniques, définir le cadre institutionnel d'une autorité de régulation autonome et indépendante et garantir la fourniture du service universel». La présente loi s'applique aux activités postales et de communications électroniques et ce, y compris la télédiffusion et la radiodiffusion pour ce qui concerne la transmission, l'émission et la réception à l'exclusion du contenu des activités audiovisuelles et des médias électroniques au sens de la loi organique du 12 janvier 2012 relative à l'information. Le projet de loi dans ses articles 3 et 4 énonce que les activités de la poste et des communications électroniques sont soumises au

contrôle de l'Etat, qui «veille, notamment, à la définition et à l'application des normes d'établissement et d'exploitation des différents services, à la sécurité et à l'intégrité des réseaux de communications électroniques, à la continuité et à la régularité des services offerts au public, au respect des règles d'une concurrence loyale entre les opérateurs et à l'égard des abonnés, des usagers et des clients». Il s'agit aussi pour l'Etat de «veiller à la fourniture conforme aux prescriptions légales et réglementaires du service universel, au respect des prescriptions exigées en matière de défense nationale et de sécurité publique, au respect des principes de la morale et des bonnes mœurs et au respect, par les opérateurs, de leurs obligations législatives et réglementaires». Il est relevé que, dans le cadre de ses prérogatives de contrôle de la poste, l'Etat «dis-

pose de l'usage exclusif du territoire postal et en assure l'exploitation par des opérateurs selon les conditions et les modalités d'exploitation définies par les dispositions de la présente loi et les textes réglementaires pris pour son application». Dans le cadre de ses prérogatives de contrôle des communications électroniques, l'Etat exerce, conformément aux dispositions constitutionnelles, «la souveraineté sur l'ensemble de son espace hertzien». Il dispose aussi de «l'usage exclusif du spectre des fréquences radioélectriques et le contrôle du spectre de fréquences et en administre l'usage par les différents utilisateurs dans le respect des principes d'efficacité et de rationalité de l'utilisation des fréquences radioélectriques». Il «fixe les règles d'occupation du domaine public et

du bénéfice des servitudes liées au déploiement des réseaux de communications électroniques et à l'exploitation de l'espace hertzien et veille à l'application des conventions, règlements et arrangements de l'Union internationale des télécommunications». La ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique (MPTTN), Houda Imane Feraou, avait présenté la veille un exposé de ce projet de loi devant la commission des transports et des télécommunications à l'APN durant lequel elle avait indiqué que la reformulation de cette loi avait pour objectif de «s'adapter aux exigences sociales et économiques sur les plans national et international ainsi qu'aux développements techniques et technologiques enregistrés depuis l'année 2000».

Anis T.

## Financement non conventionnel

# Raouya promet un contrôle rigoureux pour éviter toute dérive inflationniste

■ Le ministre des Finances, **Abderahmane Raouya**, a indiqué, hier, que le recours au financement non conventionnel prévu pour parer au déficit du Trésor sera accompagné d'un contrôle rigoureux pour empêcher toute dérive inflationniste. «Nous allons établir un ensemble de paramètres pour éviter ces dérives», a déclaré le ministre dans un entretien à l'APS, en marge des assemblées annuelles du FMI et du Groupe de la Banque mondiale tenues à Washington.

Par Salem K.

Le premier argentier du pays a expliqué que l'opération est parfaitement encadrée par l'amendement de la loi sur la monnaie et le crédit qui a introduit ce nouvel instrument de financement. Le texte en question détermine l'usage des financements et leurs objectifs. «Ce financement va aller à l'investissement, pas un dinar sur le fonctionnement, permettant ainsi aux entreprises de disposer de liquidités pour leur croissance et partant de créer de l'emploi», a affirmé M. Raouya. Le recours à ce financement est un choix économique, rendu nécessaire par le besoin d'éviter l'option de l'endettement international, a souligné le ministre, louant la justesse de la décision du président de la République relative au remboursement anticipé de la dette du pays. «Nous sommes dans une situation qui nous permet d'éviter de recourir au financement international, d'autant plus que notre dette est insignifiante», dira-t-il.

Et d'ajouter : «L'Algérie a connu une période que l'ensemble des Algériens ne veulent plus revivre : une crise économique couplée d'un terrorisme aveugle». Le ministre a tenu à rappeler la dérive inflationniste qui s'est produite en 1994, lorsque l'Algérie a été soumise pour la première fois de son histoire au programme d'ajustement structurel du FMI. «Durant l'ajustement structurel, rappelez-vous, le dinar a perdu en l'espace d'une courte durée 35% de sa valeur en 1994 et le prix de la baguette de pain a augmenté d'une manière importante», a-t-il enchaîné, notant que la dévaluation du dinar a été l'une des principales mesures de ce programme. Dans le même sillage, M. Raouya a estimé qu'un baril de pétrole à 50 dollars «demeurait acceptable» car il équivaut au prix référentiel retenu par le gouvernement pour établir le budget. Le déficit du budget d'équipement sera comblé, quant à lui, par le recours au financement non conventionnel. Par ailleurs, M. Raouya a expliqué que l'im-



PH.D.R.

concerne l'évaluation des signes de richesse des personnes non identifiées par le fisc. C'est un travail qui sera amorcé par l'administration fiscale à travers la constitution de fichiers des personnes imposables. «Nous aurons ces fichiers à terme», a-t-il promis. Interrogé sur les dernières prévisions du FMI concernant la croissance en Algérie, M. Raouya a indiqué que son département tablait sur des taux un peu plus élevés que ceux anticipés par l'institution de Bretton Woods. Le ministère des Finances et le FMI procéderont à un recoupement de leurs prévisions lors de la prochaine mission du Fonds en Algérie. Les corrections que le FMI apporte à ses prévisions initiales rejoignent souvent les taux projetés par l'Algérie, a-t-il relevé. Alors que le FMI table sur une croissance de 1,5% en 2017, la Banque mondiale anticipe un taux de 2,2% pour la même année. La croissance est bien partie au premier trimestre 2017 s'établissant à 3,7%, selon les projections de la BM.

S. K./APS

pôt sur la fortune introduit dans le projet de loi de finances pour 2018, visait à instaurer l'équité fiscale. Le ministre a reconnu les difficultés de recouvrement de cet impôt, notamment en ce qui

## Pétrole

## Le Brent frôle les 58 dollars à Londres

Les prix du pétrole étaient orientés à la hausse hier en cours d'échanges européens, soutenus par les craintes d'éventuelles perturbations de la production d'or noir, pouvant découler des tensions en Irak entre le gouvernement de Bagdad et le Kurdistan. A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 57,91 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 74 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York

Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de novembre gagnait 69 cents à 52,14 dollars. L'armée irakienne a avancé dans Kirkouk, province du Nord de l'Irak productrice de pétrole et que se disputent le Kurdistan irakien, qui a tenu un référendum sur son indépendance le 25 septembre, et le gouvernement de Bagdad. «Si les exportations de 600 000 barils par jour des champs pétroliers de Kirkouk sont interrompues, je suppose que le Brent va à nouveau tester son plus haut de l'année, à

59,49 dollars», a prévenu un analyste. «Les tensions géopolitiques sont de retour dans les esprits des marchés comme cela n'avait plus été le cas depuis 2014. Le vote de l'indépendance du Kurdistan le 25 septembre avaient déjà poussé le Brent au-dessus de son plus haut de l'année», a rappelé un autre analyste. L'effet réel qu'auront les tensions dans la région sur le marché mondial divise les analystes. «L'oléoduc de 1 000 kilomètres de long qui relie Kirkouk à Ceyhan (en Turquie) va être difficile à protéger, et il nous paraît probable qu'il soit

paralysé au moins temporairement dans le futur proche, qu'il s'agisse d'une intervention irakienne, turque ou d'un sabotage», a estimé le même analyste. Au contraire, «toute perturbation des exportations ne devrait être que temporaire, car aucune des parties n'a intérêt à ce que la production soit arrêtée trop longtemps», ont jugé des analystes. «Les investisseurs pétroliers observent également la situation entre l'Irak et les Etats-Unis. Si le Congrès américain décide de relancer les sanctions économiques contre Téhéran,

alors que (le président américain) Donald Trump n'a pas certifié l'accord sur le nucléaire, les prix pourraient dépasser les 60 dollars», ont-ils ajouté. Donald Trump a décidé de ne pas reconnaître que l'Irak applique l'accord nucléaire de 2015, ce qui pourrait conduire le Congrès américain à rétablir les sanctions économiques qui empêchaient l'Irak, actuellement sixième producteur mondial, d'exporter ses extractions.

A. O./Agences

## Changes

## L'euro recule face au dollar

L'euro reculait face au dollar hier, affecté par les inquiétudes politiques en Espagne et la prudence du marché vis-à-vis des perspectives de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). En fin de matinée, l'euro valait 1,1790 dollar, contre 1,1822 dollar vendredi soir. La monnaie unique baissait également face à la devise japonaise, à 131,81 yens pour un euro – tombant même en matinée à 131,66 yens, son niveau le plus faible en un mois – contre 132,25 yens vendredi soir. Le billet vert se stabilisait face à la monnaie nipponne, à 111,80 yens pour un dollar contre 111,86 yens vendredi.

«Le risque politique continue d'assombrir le ciel espagnol», a souligné un analyste. Le président séparatiste catalan, Carles Puigdemont, sommé de dire s'il avait, oui ou non, déclaré l'indépendance de la Catalogne, n'a pas répondu clairement à la question lundi, assurant toutefois que sa priorité était le «dialogue» pour les deux prochains mois. L'euro souffre des incertitudes politiques en Espagne depuis l'annonce d'un référendum sur l'indépendance de la Catalogne, interdit par Madrid et qui s'est déroulé dans des heurts le 1er octobre dernier. La semaine dernière, l'euro avait tout de même tenté de se

reprendre, tirant parti d'un accès de faiblesse du billet vert et d'un renforcement des attentes d'une diminution du montant des rachats d'actifs mensuels de la BCE. Mais à mesure que la date de la prochaine décision monétaire de la BCE, le 26 octobre, approche, «les rumeurs sur la possibilité de voir la banque centrale diminuer son stimulus moins qu'attendu s'intensifient et cela pèse sur la devise», a observé un autre analyste. De plus, la monnaie unique européenne était lésée par des commentaires du président de l'institution Mario Draghi, qui a appelé samedi les pays de la zone à euro à se

redonner de la marge de manœuvre budgétaire avant que les taux d'intérêt ne remontent. Mais de son côté, le billet vert peinait à profiter de cet accès de faiblesse de l'euro en l'absence de nouveau catalyseur. «Etant donné qu'une hausse des taux d'intérêt (américains) en décembre est déjà largement intégrée aux cours, ce sont les attentes à plus long terme qui vont donner une direction au dollar», a estimé un analyste. «Le principal risque qui menace le billet vert est de savoir qui va diriger la Fed après le départ de (sa présidente) Janet Yellen en début d'année prochaine», a prévenu l'analyste. De plus,

si les données sur la hausse des salaires et des prix à la consommation restent faibles sur le dernier trimestre de 2017, le dollar pourrait rester sur une tendance baissière, a poursuivi cet analyste. En matinée, la livre britannique montait face à la monnaie unique, à 88,65 pence pour un euro, et se stabilisait face au dollar, à 1,3298 dollar pour une livre. La devise suisse montait face à l'euro, à 1,1498 franc suisse pour un euro, mais baissait face au billet vert, à 0,9752 franc pour un dollar. La devise chinoise baissait face au billet vert, à 6,5905 yuans pour un dollar contre 6,5796 yuans vendredi après-midi.

R. E.

Guelma

# Attribution de 4 570 actes de concession agricole au profit d'exploitants

■ Un total de 4 570 actes de concession agricole ont été attribués aux membres d'exploitations agricoles collectives et individuelles, dans le cadre des dispositions de la loi portant conversion du droit de jouissance perpétuelle en droit de concession d'exploitation des terres relevant des biens privés de l'Etat, a indiqué le directeur local de l'Office national des terres agricoles.

Par Ahlem N.

Le taux de régulation de ces actes, dont le nombre a été recensé jusqu'au mois de septembre dernier, est jugé «appréciable» par rapport au chiffre global des dossiers concernés par cette opération dans le cadre de la loi n°10-03, qui a été promulguée le 15 août 2010, a précisé à l'APS, Zahi Chiheb. Les services de cet office ont validé depuis septembre 2010, date d'application de cette loi, 4 881 dossiers conformes aux conditions de cette loi, qui ont été transférés à la direction des domaines pour la réalisation de nouveaux actes de concession, a précisé le responsable, soulignant que l'ensemble de ces agriculteurs

ont bénéficié d'une superficie totale de 65 000 hectares. Pas moins de 155 dossiers parmi le nombre global acheminé vers la direction des domaines ont été refusés pour diverses raisons, tandis que le reste a été reporté en attendant qu'ils soient complétés. Selon la même source, l'opération devait aboutir à la réception de 5.882 dossiers représentant le total des membres des exploitations agricoles individuelles et collectives de la wilaya, mais seulement 5 641 dossiers ont été réceptionnés. Concernant le reste des dossiers à régulariser, dont les propriétaires n'ont pas encore déposé de dossiers, M. Zahi a rappelé que les procédures prévues par la loi sont en cours de parachèvement par les services de cet office en coordination avec les différentes instances administratives concernées. La wilaya de Guelma dispose de 3 228 exploitations agricoles dont 545 collectives et 2 683 individuelles exploitant plus de 75 000 hectares de terres agricoles, a-t-on signalé de même source.

A. N./APS



PH. &gt; D. R.

Ouargla

## Les fonctionnaires des collectivités en formation sur les modes de gestion moderne

Une centaine de fonctionnaires des collectivités locales, issus de plusieurs wilayas du Sud et de l'Est, prennent part à un cycle de formation sur les modes de gestion moderne et la maîtrise des nouvelles technologies, ouvert au centre national de formation, de perfectionnement et de recyclage des personnels des collectivités locales de Ouargla. Retenu au titre de la nouvelle année de formation des personnels des collectivités territoriales 2017/2018, ce cycle de trois mois permettra aux participants de suivre des cours théoriques et pratiques leur permettant de se doter des mécanismes et modes modernes de gestion administrative, la gestion des nou-

velles technologies en fonction du développement que connaît l'administration, a indiqué le secrétaire général de la wilaya de Ouargla en ouverture de l'année de formation. Ali Bouzidi a précisé que cette session, inscrite au titre du plan de formation, de perfectionnement et de recyclage arrêté par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, s'assigne comme objectifs la valorisation des capacités de gestion des fonctionnaires, tous services confondus, des collectivités, notamment ceux ayant un impact direct sur le service public. L'administration accorde un grand intérêt à la formation de la ressource humaine, au regard de l'importante mission qui lui

incombe dans la dynamisation du développement local, la promotion du développement durable selon la nouvelle stratégie visant l'instauration d'une économie développée et diversifiée, a-t-il ajouté. Le même responsable a exhorté les participants à tirer profit de ce regroupement pour s'initier aux modes de gestion moderne leur permettant de mener bien leur mission administrative et dans les meilleures conditions. Ce cycle de formation regroupe des fonctionnaires issus des collectivités locales des wilayas de Ouargla, Tébessa, Illizi, Skikda, Khenchela, Oum El-Bouaghi, Biskra et El-Oued. **Said F.**

Adrar

## Quelque 15 000 hectares consacrés à la céréaliculture

Une superficie de quelque 15 000 hectares, dont 8 500 ha irrigués sous pivots, est ciblée par la campagne labours-semences, lancée dimanche dans la wilaya d'Adrar, a-t-on appris de la direction locale des services agricoles. Quelque 3 000 hectares de cette superficie seront consacrés à la production de semences, ont fait savoir les responsables de la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) d'Adrar, en

signalant aussi la mobilisation de 18 000 quintaux de semences de céréales (blé dur), 50 000 quintaux d'engrais et de fertilisants et des matériels et engins pour les besoins de la campagne. Toutes les dispositions ont été prises pour assurer le bon déroulement de cette campagne, dont la date de lancement a été choisie de sorte à coïncider avec le début de la saison agricole traditionnelle, appelée localement «Touber». Un guichet unique a été ouvert

au niveau de la CCLS et regroupe les représentants des services agricoles, de la Banque de l'agriculture et du développement rural, et de la Caisse de mutualité agricole, pour rapprocher les services liés au développement agricole des fellahs et accélérer les procédures administratives afférentes. Donnant le coup d'envoi de la campagne labours-semences au niveau de l'exploitation privée «Moulay Nadjem», à Zaouiet Kounta

(commune d'Anzedjemir), le wali d'Adrar a appelé à donner davantage d'intérêt à la filière par le développement de son itinéraire technique pour accroître les rendements. Hamou Bekkoucha a, sur site, écouté également des doléances d'agriculteurs liées notamment à l'électrification agricole, le soutien des semences, l'ouverture de pistes agricoles et la question de la commercialisation de la récolte de maïs.

L.T./APS

Oran

## Workshop sur la recherche scientifique le 13 novembre

Un workshop sur l'importance de la recherche scientifique dans le domaine de la physique se tiendra les 13 et 14 novembre prochains à Oran, a-t-on appris des responsables de l'Université des sciences et de la technologie «Mohamed Boudiaf» (USTO-MB). La rencontre a pour objectif de faire connaître nombre de projets scientifiques utiles pour le secteur économique, réalisés au niveau du Laboratoire d'analyse et d'application des rayonnements

(LAAR), a précisé le chargé de communication de l'USTO-MB, Maamar Boudiaf. Le workshop verra la participation de l'ensemble des équipes thématiques et des jeunes docteurs activant dans ce Laboratoire relevant du Département de génie physique de l'Université, a-t-il indiqué. Créé en 2000, ce laboratoire pluridisciplinaire réunit des chercheurs de différentes spécialités, que la physique, les mathématiques, l'informatique et l'électronique. Ses thèmes de recherche por-

tent notamment sur l'étude physique des rayonnements et leurs applications en biomédical, en télédétection, en imagerie et en industrie, a souligné le chargé de communication de l'USTO-MB. Cet établissement compte également un parcours de niveau Master dédié à la physique médicale, fruit d'une collaboration avec le service de radiothérapie du CHUO d'Oran et le Centre anticancer «Emir Abdelkader» d'Oran, rappelle-t-on.

Agences

## Batna Ouverture d'un centre d'exploitation relevant de l'ONA à Ain Touta

UN CENTRE de gestion et d'exploitation des réseaux d'assainissement a été ouvert dans la daïra d'Ain Touta (wilaya de Batna), a annoncé le directeur de l'unité de Batna de l'Office national de l'assainissement (ONA), Fethi Kada. Le responsable a indiqué que ce nouveau centre gère 80 km linéaires de canalisations desservant une population de 70 000 habitants des communes d'Ain Touta, Beni Fedhala, Maâfa et Ouled Aouf relevant de la daïra d'Ain Touta. L'ONA gère 11 centres d'exploitation à Batna, couvrant 24 communes qui totalisent une population de 773 108 habitants incluant ceux des trois grandes villes de Batna, Barika et Ngaous, a-t-il précisé, faisant état de la prochaine ouverture en 2018 d'un nouveau centre d'exploitation à Chemora. En prévision de la saison pluviale, l'ONA a mené trois campagnes de nettoyage pour éviter les risques d'inondations et faciliter les écoulements des eaux pluviales.

R.R.



## Tunisie

# Les départs de migrants ont explosé en septembre

■ Les Tunisiens faisaient jusque-là partie des migrants qui empruntaient les routes libyennes pour se rendre en Europe. Ce passage étant devenu de plus en plus compliqué suite aux efforts européens, mais surtout italiens, pour mettre fin à l'immigration venant de Libye, les départs de Tunisie ont quadruplé le mois dernier.

Par Lamine H.

Vendredi 13 octobre, les autorités ont annoncé avoir arrêté 83 candidats à l'immigration clandestine. Ils s'apprétaient à traverser les frontières maritimes vers l'Italie. En septembre, 1 400 Tunisiens, soit près de 50 par jour ont quitté le pays par la mer et sont arrivés en Italie, selon les chiffres communiqués à Rome par l'Organisation internationale pour les migrations il y a quelques jours. Ces chiffres élevés prennent en compte uniquement les migrants recensés à leur arrivée, mais pas ceux qui sont arrêtés en Tunisie avant même d'avoir pu traverser ni ceux qui échappent aux gardes-côtes ou qui disparaissent en mer. Si la loi en Tunisie punit de deux mois de prison ceux qui tentent de migrer clandestinement, cette mesure répressive ne semble plus freiner les jeunes Tunisiens. Depuis 2014, les Tunisiens arrivés clandestinement chaque année en Italie n'ont jamais été plus de 1 500. En 2017, la tendance est restée la même, jusqu'au mois de septembre, où le nombre a subitement augmenté. Poussés par une situation économique toujours difficile, les jeunes Tunisiens continuent de rêver du paradis européen. La fermeture récente des routes libyennes les pousse désormais à partir directement de Tunisie pour gagner l'Italie, située à 900 km. Ces dernières semaines, il ne se passe pas une journée, ou presque, sans que la radio tunisienne annonce avoir interpellé une embarcation de migrants tunisiens qui tentent de traverser la Méditerranée.

## Le mal-être des jeunes se traduit par un pic de départs

Hafedh a «vu la mort en face» en tentant d'émigrer clandestine-

ment vers l'Europe, mais ce Tunisien de 26 ans n'a toujours qu'une idée en tête : reprendre la mer. Les départs ont connu un pic, reflétant un mal-être persistant chez les jeunes. Une collision le 8 octobre entre une embarcation surchargée transportant des candidats à l'émigration et un navire militaire, au cours de laquelle au moins huit personnes ont péri, a replacé au cœur de l'actualité un phénomène existant de longue date en Tunisie. Trente-huit Tunisiens ont été secourus. Mais le nombre de disparus pourrait s'élever à une quarantaine, craignent des ONG. Le Chef du gouvernement Youssef Chahed a qualifié la collision de «catastrophe nationale», tandis que le Parquet militaire a ouvert une enquête.

## «Vague» migratoire

Le drame s'est produit alors que le nombre de départs clandestins vers l'Italie depuis la Tunisie a connu une augmentation «assez inhabituelle» ces dernières semaines, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Selon le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), cette «vague» migratoire s'explique en grande partie par la désillusion des jeunes. Les survivants, note Romdhane Ben Amor, chargé de la communication au sein de l'ONG, sont originaires de régions défavorisées comme Kasserine (centre), Ben Guerdane (sud) et de quartiers populaires de la capitale. Le pic de départs semble «lié à l'ampleur de la déprime de la jeunesse tunisienne, à l'impasse économique et sociale dans laquelle elle se trouve et aux signaux négatifs qu'on lui envoie constamment», comme le fait de répéter qu'il n'y a pas d'emplois, dit M. Ben Amor. Si la Tunisie est considérée comme ayant réussi sa transition politique après la révolution de 2011, le pays reste



en difficulté sur le plan économique et le taux de chômage élevé, surtout chez les jeunes.

## «Ressentiment»

Hafedh se trouvait à bord du bateau qui a coulé dimanche soir. Le traumatisme du naufrage l'empêche de dormir, mais le jeune homme originaire de Mahrès (centre-est) est déterminé à repartir. «Je travaille un mois puis plus rien pendant deux ans. Et même quand je travaille comme garçon de café, ce n'est pas avec 10 dinars (3,5 euros) par jour que je vais vivre décemment», dit-il à l'AFP par téléphone, en reconnaissant éprouver «un profond ressentiment» envers son pays, où il ne voit «aucune perspective d'avenir». Pour rassembler les 3 000 dinars (1 025 euros) que coûte le voyage, Hafedh a vendu sa mobylette, sa mère ses bijoux et ils ont emprunté le reste. Objectif : l'Italie puis la France, où le jeune homme veut rejoindre des amis qui lui ont promis un travail

comme peintre en bâtiment. «Ces jeunes se disent que le risque en vaut la peine et que : "de toutes les manières, je suis mort", que ce soit en mer ou dans mon pays», dit à l'AFP Zied, dont le frère Khaled est également rescapé du naufrage. Khaled, électricien de 27 ans, n'a pas non plus trouvé de travail stable et a dû rompre avec sa fiancée parce qu'il n'a pas réussi à rassembler l'argent nécessaire pour le mariage, selon son frère. Après l'émotion du naufrage, un débat a éclaté sur les motivations de ces jeunes. Si beaucoup comprennent leur amertume, d'autres critiquent ce qu'ils qualifient de «manque de ténacité», voire de «patriotisme». Les autorités tunisiennes, elles, disent multiplier les arrestations de passeurs et de migrants. Mais tant que les Tunisiens n'auront pas de meilleures perspectives, avertissent des ONG, le phénomène se poursuivra. Le FTDES note ainsi que certains pêcheurs tunisiens au gagne-pain affecté par la pollution ou la pêche industrielle

sont en train de se tourner vers le juteux commerce de l'émigration clandestine. Et, concernant le récent pic, le gouverneur de Kébili (sud), Sami Ghabi, s'est demandé si les autorités italiennes ne faisaient pas preuve d'un laxisme délibéré. «Les frontières du côté italien sont-elles bien gardées ?», a déclaré le responsable à la radio Shems FM. «Peut-être que l'Italie veut faire pression sur l'Union européenne pour obtenir davantage de moyens ?».

L. H./Agences

## Libye Haftar annonce que son armée contrôle désormais la plupart des régions

L'ARMÉE LIBYENNE contrôle désormais la plupart des régions du pays, a annoncé le maréchal Khalifa Haftar, précisant que seules quelques zones restent en dehors de son contrôle. Au cours d'une rencontre avec des officiers et des soldats de l'armée libyenne à Benghazi, Haftar a précisé, que «la superficie de la Libye est de 1 760 000 km. L'armée en contrôle actuellement 1 730 000 km, il n'y a que peu de zones qui lui échappent». Haftar a également affirmé que l'armée contrôle maintenant la zone ouest de Tripoli, allant de Zouara al-Mushrifah, à la frontière de la Tunisie jusqu'à Zawiya, située à 30 km à l'ouest de la capitale. Il a assuré qu'au cours des tout prochains jours, Zawiya tombera aussi sous le contrôle de l'armée.

R. M.

## Mauritanie

# Un ex-sénateur accusé de corruption en grève de la faim

L'ancien sénateur mauritanien Mohamed Ould Ghadda, inculpé pour «corruption» et détenu à Nouakchott depuis deux mois, a annoncé au juge d'instruction qui l'interrogeait qu'il avait entamé une grève de la faim, a-t-on appris auprès de ses avocats. Cet ex-sénateur, interpellé le 11 août, avait auparavant mené pendant plusieurs mois une fronde contre le projet de réforme de la Constitution du président mauritanien Ould Abdel Aziz, prévoyant notamment la disparition du Sénat. Le texte avait finalement été adopté début août lors d'un référendum boycotté par une partie de l'opposition. «Le sénateur a annoncé jeudi au juge d'instruction

qu'il observait une grève de la faim depuis trois jours pour protester contre de mauvais traitements», a déclaré à l'AFP l'un de ses avocats, M<sup>e</sup> Yarba Ould Ahmed Saleh. Le régime l'accuse d'avoir reçu de l'argent de deux hommes d'affaires vivant au Maroc et opposés au chef de l'Etat et de l'avoir distribué à d'autres sénateurs pour bloquer la révision constitutionnelle. Douze autres sénateurs, quatre journalistes et deux syndicalistes ont été placés sous contrôle judiciaire dans le cadre de cette affaire. L'ancien sénateur «proteste contre des privations qu'on lui impose, s'agissant notamment de son alimentation, et contre l'intrusion de l'exécutif dans

les affaires judiciaires», a expliqué son avocat. Dans un communiqué, le collectif de ses avocats a dénoncé de «graves atteintes aux droits de l'homme» à son encontre, citant des «actes de violences et d'humiliation dans la maison d'arrêt» et accusant les autorités de l'avoir «molesté violemment et entraîné avec brutalité dans la cour de la prison». L'ancien sénateur a été menotté «comme un vulgaire délinquant» lors de son extraction jeudi de la prison pour sa première comparution depuis plus d'un mois devant le juge d'instruction, selon ses avocats qui exigent qu'il lui soit réservé un «traitement digne d'un prisonnier d'opinion».

Samy O./Agences



Somalie

# 276 morts dans l'attentat de Mogadiscio qui cherche les disparus

■ Le gouvernement somalien poursuivait ses efforts, hier, pour aider les familles des victimes de l'attentat de samedi à Mogadiscio, le plus meurtrier de l'histoire de la Somalie avec au moins 276 morts et 300 blessés, à retrouver la trace de leurs proches disparus.

Par Rosa C.

Le ministère somalien de l'Information a communiqué dans la nuit le premier bilan officiel de l'attaque, indiquant que «276 personnes ont été tuées dans l'explosion (...) et 300 autres personnes blessées ont été admises dans les différents hôpitaux de Mogadiscio». «Il y a encore une opération nationale de secours en cours et nous partagerons toute nouvelle information», a ajouté ce communiqué, laissant entendre que ce bilan pourrait encore augmenter. Le gouvernement a précisé avoir mis en place un «comité d'urgence», pour «aider les familles à chercher leurs proches disparus et contribuer financièrement auprès de ceux dont les propriétés ont été détruites dans l'explosion». Dès dimanche, les habitants de la capitale avaient commencé à partager des noms et des photos sur Facebook pour tenter de retrouver des proches disparus. Cet attentat au camion piégé est survenu en milieu d'après-midi, samedi au carrefour K5, dans le district de



Ph. &gt; D. R.

Hodan, un quartier commerçant très animé d'une capitale toujours bouillonnante d'activité en dépit des nombreux attentats. Des bâtiments et véhicules ont été fortement endommagés sur des centaines de mètres par la très forte explosion, qui a laissé de nombreux corps brûlés ou déchiquetés. Plusieurs experts interrogés par l'AFP ont estimé

que la charge était au minimum de 500 kg. «Cela fait plus de 24 heures maintenant et nous n'avons aucune trace ou information au sujet de la sœur d'un ami. On peut supposer qu'elle est morte avec ses restes quelque part parmi les corps horriblement brûlés», a témoigné hier un habitant de Mogadiscio, Abdulahi Nuradin. «Nous sommes allés dans plusieurs hôpitaux pour obtenir des informations, mais sans résultat. La famille est maintenant convaincue à 99% qu'elle est morte. J'ai vu tellement de morceaux de corps humains à l'hôpital, vous ne pouvez même pas les regarder», a-t-il ajouté.

Ayan Mohamed, une infirmière à l'hôpital Medina, a expliqué avoir vu s'évanouir plusieurs personnes venues chercher des proches parmi les corps morts. «Certaines personnes sont devenues folles à cause de ce qu'elles ont vu. Certains ont reconnu leurs proches grâce à leurs doigts ou de petites parties de leurs corps et ont éclaté en pleurs. Je n'avais jamais vu une scène aussi terrible depuis que je travaille», a-t-elle raconté. «Cent onze des corps morts ont été enterrés par leurs proches, alors que le gouvernement local à Mogadiscio a respectueusement enterré les autres. Il y aura un deuil national et des prières pour les victimes dans les jours à venir», a ajouté le ministère de l'Information. Le précédent attentat le plus meurtrier en Somalie avait fait au moins 82 morts et 120 blessés en octobre 2011. Il avait déjà impliqué un camion piégé qui avait visé un complexe ministériel à Mogadiscio. Des centaines de personnes sont descendues dimanche dans les rues de Mogadiscio pour exprimer leur colère après cette attaque qui a choqué les Somaliens, pourtant habitués aux attentats quasi quotidiens. «Les gens ont en assez et maintenant il est temps de se lever ensemble et de dire non à la violence», avait déclaré le maire de

Mogadiscio, Tabid Abdi Mohamed, à l'issue d'une marche dans le sud de la capitale. Au moins 723 personnes ont été tuées et 1 116 blessées dans des attaques à la bombe en Somalie en 2016, selon le centre de réflexion Sahar, basé à Nairobi, des chiffres en nette hausse par rapport à 2015. L'attentat n'a pas été revendiqué. Mais les autorités et les experts interrogés par l'AFP n'ont aucun doute que islamistes somaliens shebab, liés à Al-Qaïda et qui lancent fréquemment des attentats-suicides dans Mogadiscio et ses environs, sont derrière cette attaque. Les shebab ont juré la perte du fragile gouvernement central somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22 000 hommes de la force de l'Union africaine (Amisom). Habituellement, les shebab visent plutôt les hôtels dans lesquels résident les responsables officiels, ce qui n'est pas le cas de l'hôtel Safari, un établissement populaire, devant lequel l'explosion s'est produite. Selon une source sécuritaire régionale, la cible initialement visée pourrait n'avoir pas été celle-là. Une seconde explosion, d'une voiture piégée, qui n'a fait que deux blessés, a eu lieu samedi deux heures plus tard non loin de la première. R. C.



## Points chauds

Confiance

Par Fouzia Mahmoudi

Dimanche soir, Emmanuel Macron s'exprimait à la télévision pour tenter de recapturer la confiance des Français qui sont de plus en plus nombreux, ces derniers mois, à se méfier de leur jeune président. Pour Macron l'une des raisons du désamour de ses concitoyens à son égard est peut-être le fait qu'il ait choisi de peu s'exprimer publiquement à l'opposé de ses deux prédécesseurs qui sont restés le long de leur mandat sous le feu des projecteurs. «J'ai pris la décision de ne pas avoir une présidence bavarde, de ne pas parler tout le temps, parce qu'il faut que la parole présidentielle garde de la solennité. Il faut aussi que le Premier ministre et le gouvernement dans son ensemble s'expriment. Il était, je crois, nécessaire de revenir sur certains usages. J'ai été très présent sur la scène nationale et internationale, je me suis beaucoup exprimé à travers des discours, des visites, des déplacements. Ne pas vouloir parler comme nous le faisons ce soir tous les jours ne veut pas dire qu'on ne parlera plus jamais. Quand le temps est venu, nous le faisons. C'est pourquoi nous sommes là», a ainsi assuré le président français aux journalistes qui le questionnaient. Il a aussi choisi d'aborder une question qui cristallise l'opinion publique, celle du sort des sans-papiers qui constituent une minorité qui prend de l'ampleur. «Protéger est la mission première de l'État, et par définition la première pour ce qui me concerne», a lancé Emmanuel Macron, le ton grave, au moment de commenter les nombreuses failles de sécurité qui ont été constatées lors des attentats terroristes de ces dernières années. «L'État français est là, il est fort, il a adapté ses règles, mais le risque zéro n'existe pas. Il y aura toujours des individus fous, des malades. (...) Quelles que soient les précautions, le risque zéro n'existe jamais, surtout quand il s'agit d'un homme seul dans une barbarie atroce», a-t-il poursuivi, évoquant les individus inrapables et qui appliquent le «solo djihad». «Toutes celles et ceux qui, étrangers et en situation irrégulière, commettent des actes délictueux quels qu'ils soient, seront expulsés», a annoncé le chef de l'État, affirmant que «les dispositions d'organisation seront prises dans les prochains jours». «Nous nous mettrons en situation d'être irréprochables sur ce sujet». Reste à savoir si les Français ont eux été rassurés par les paroles et promesses de leur président et si surtout ils les verront se traduire en faits concrets dans les semaines et mois à venir. F. M.

Incendies au Portugal et en Espagne

## Une trentaine de morts

Une trentaine de personnes ont été tuées par les feux de forêt qui ont embrasé dimanche le Portugal et la région voisine de Galice, en Espagne, après plusieurs mois de sécheresse et le passage de l'ouragan Ophelia.

Selon un nouveau bilan établi hier par la protection civile portugaise, ces incendies ont fait 27 morts à Coimbra, Castelo Branco, Viseu et Guarda, dans le centre et le nord du pays. Les feux ont fait également 51 blessés, dont 15 dans un état grave, a précisé la porte-parole de l'Autorité nationale de protection civile, Patricia Gaspar, lors d'une conférence de presse à Lisbonne. Une trentaine de foyers jugés «importants» étaient toujours actifs, mobilisant plus de 5 800 pompiers. Le foyer le plus important faisait rage près de Lousa, dans la région de Coimbra, mobilisant à lui seul 650 soldats du feu. «On a vécu un véritable enfer, c'était horrible. Le feu est venu de partout et les flammes sont passées juste au-dessus des maisons», a témoigné à la télévision publique RTP une habitante de la commune de Penacova, située près de

Coimbra et où deux frères d'une quarantaine d'années sont morts alors qu'ils tentaient de combattre les flammes. En Galice, les autorités recensaient une quinzaine de foyers actifs pouvant représenter un risque pour les populations et les habitations. Confirmant un bilan provisoire de trois personnes tuées, le chef du gouvernement régional, Alberto Nunez Feijoo, a indiqué dans la matinée que la situation était toujours «très préoccupante» et a annoncé que la Galice observerait trois jours de deuil. Les autorités des deux pays espéraient que la météo, qui annonce pluie et températures plus douces dans les jours à venir, aiderait les pompiers à venir à bout des brasiers encore actifs. Ces incendies, dont une partie a «pour la première fois» traversé la «frontière naturelle» du nord du Portugal vers l'Espagne, ont été attisés par des rafales de vent allant jusqu'à 90 km/h liées à l'ouragan Ophelia, qui passait au large de la péninsule ibérique et se dirigeait vers l'Irlande, a expliqué Alberto Nunez Feijoo à la chaîne La Sexta. «Nous sommes frappés par une sécheresse

sévère et le pays a été balayé hier (dimanche) par des vents très forts, en raison de l'ouragan Ophelia qui est passé tout près», a également souligné le ministre portugais de l'Intérieur, Constança Urbano de Sousa. Le Portugal a enregistré dimanche 524 incendies ou départs de feux, du jamais vu depuis 2006, a souligné le Premier ministre, Antonio Costa, qui a déclaré «l'état de catastrophe publique». Le pays avait déjà été frappé à la mi-juin par l'incendie le plus meurtrier de l'histoire du Portugal, qui a fait 64 morts et plus de 250 blessés près de Pedrogao Grande (centre). Entre début janvier et fin septembre, près de 216 000 hectares de végétation étaient déjà partis en fumée, selon une estimation de l'Institut de la conservation de la nature et des forêts. Contrairement à la tragédie de Pedrogao Grande, où les victimes ont toutes péri dans un seul brasier d'une violence inouïe, les personnes tuées dans la nuit de dimanche à hier ont péri dans des incendies différents à travers le centre et le nord du pays.





## Festival international de musique symphonique

# Une soirée européenne pleine de rythmes

■ Un trio tchèque et deux orchestres de chambre, français et italien, ont animé, dimanche soir à Alger, le 9<sup>e</sup> Festival culturel international de musique symphonique, avec des programmes qui ont mis à l'honneur de grandes œuvres des répertoires de la musique classique universelle et populaire, devant un public nombreux.

Par Abia Selles

Une soirée aux couleurs européennes a marqué le festival, ouvert samedi dernier à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh, conduite par trois ensembles qui se sont succédés deux heures durant avec, au programme de chacun, des pièces de plusieurs compositeurs célèbres des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

Présent pour la première fois à Alger, le «Trio Barcarolle», représentant la République Tchèque, a rendu un programme mêlant des pièces traditionnelles et de musique classique universelle, interprétées par les voix présentes et étoffées de deux cantatrices, la chanteuse lyrique Sylva Cmugrova et la soprane Eliska Prazakova, accompagnées au piano par Sanislav Gallin.

La prestation du trio, longtemps applaudie par le public, a notamment été marquée par les envolées vocales dotées d'une large tessiture des cantatrices et la grande maîtrise du pianiste qui ont interprété une sélection, rendue en cinq mouvements, des «Duos de Moravie» du célèbre compositeur tchèque Antonin Dvorak et des extraits d'œuvres célèbres des compo-



PH. &gt; D. R.

siteurs Franz Liszt, Jacques Offenbach, Gioacchino Rossini, Georges Bizet et Léo Delibes.

Tirant son nom d'une œuvre de Wolfgang Amadeus Mozart, l'Ensemble français de cordes «Koechel 440», dirigé par François Maugrenier et sa dizaine de musiciens d'une moyenne d'âge de 20 ans, a rendu d'abord, en trois mouvements «Suite Holberg» de Edvard Grieg, puis en cinq mouvements, «Sérénade pour cordes en Mi majeur» d'Antonin Dvorak, préférant ainsi embarquer l'assistance dans la douceur et la légèreté musicale du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Vêtu d'une chemise ornée de broderies traditionnelles de l'Ouest algérien, François

Maugrenier, qui par ailleurs, est directeur de l'Institut français de Tlemcen «depuis dix mois», a déclaré «adorer la musique algérienne» et qu'il avait, à ce titre, «déjà collaboré avec le maestro algérien, Khalil Baba Ahmed», à la tête de l'Ensemble de musique arabo-andalouse de Tlemcen.

L'Italie, invité d'honneur du festival, présente avec «Arco Magico Chamber Orchestra», une formation de cordes d'une vingtaine de musiciens dirigée par Antonio Puccio, a rendu un programme de musique baroque scindé en deux parties.

Accompagnant la mezzosoprano à la voix puissante et limpide Gaia Petrone, l'Ensemble italien a opté pour

trois œuvres d'Antonio Vivaldi dont «Cessate, omai cessate», une cantate pour contralto et cordes, rendue en quatre mouvements, au grand bonheur du public, rappelé quelques fois à l'ordre par un geste amical du maestro, pour faire cesser des tentatives d'applaudissements inappropriés, car entre les mouvements composant les pièces de musique.

A l'issue de chaque prestation, des trophées honorifiques ont été remis aux trois formations par le commissaire du festival, Abdelkader Bouazzara, ou le directeur de l'Opéra d'Alger, Noueddine Saoudi, accompagnés de représentants diplomatiques des trois pays à l'affiche.

A. S.

## Mostaganem, capitale du théâtre 2017

### Lancement de la semaine théâtrale de Chlef

Le coup d'envoi de la semaine culturelle théâtrale de la wilaya de Chlef a été donné dimanche soir au théâtre régio-

nal «Djillali-Benabdelhalim», dans le cadre de la manifestation «Mostaganem, capitale du théâtre 2017».

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle, qui s'étale jusqu'au 18 octobre, a été marquée par la présentation de la pièce «Anissatane» du metteur en scène Hocine Mahmoud Kinani, produite par l'association «Nassamet Fania» de Chlef.

Une autre pièce de cette association intitulée «Un voyage à la recherche du livre», du met-

teur en scène Madani Mustapha Habib, destinée aux enfants, était programmée hier.

Par ailleurs, l'association des arts et de formation de jeunes de Chlef présentera, cette semaine, deux œuvres «El Aouda Lil Hayat», du réalisateur Saida Rabéa, destinée aux adultes, et la deuxième «Djawharat et koutoub oua bou'souha» du même metteur en scène, destinée aux enfants.

Pour rappel, la manifestation «Mostaganem capitale du théâtre 2017» a été lancée en

mars dernier pour une année sous le slogan «Célébrons la ville, célébrons le théâtre».

Des semaines culturelles théâtrales des wilayas de Constantine, Annaba, Batna, Tissemsilt, Mascara, Ain Defla, Souk Ahras, Tizi Ouzou et Tlemcen ont déjà été organisées en attendant d'autres théâtres régionaux et de wilaya.

F. H.

## Festival mondial de lecture à Dubai

### L'enfant Mohamed Liès Lagroum représente l'Algérie

L'enfant Mohamed Liès Lagroum (12 ans) de la ville de Tissemsilt prendra part fin octobre courant au Festival mondial de lecture «Défi», qui sera abrité par Dubai (Emirats arabes unis), a-t-on appris dimanche de la direction de l'éducation.

Élève en 1<sup>re</sup> année moyenne au CEM «chahid M'hamed Bougara» au chef-lieu de wilaya, Mohamed a décroché la première place au niveau de la wilaya et la troisième au niveau national

du concours «Défi de lecture» initié par le ministère de l'Éducation nationale, lui permettant de représenter l'Algérie à ce festival mondial.

La direction de l'éducation a indiqué que Mohamed Liès Lagroum jouit de grandes compétences en matière de lecture de livres.

L'enfant prodige a déclaré à l'APS que le résultat obtenu au concours national «Défi de lecture» en mai dernier est le fruit d'un accompagnement perma-

nent de ses parents et de l'encadrement éducatif du CEM où il suit ses études.

La ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrat, avait honoré Mohamed Liès Lagroum lors d'une cérémonie organisée au Palais de la culture «Moufdi-Zakaria» d'Alger en l'honneur des lauréats du concours national «Défi de lecture» qualificatif au festival de Dubai.

M. K.

## RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie Mohammed-Racim (7, avenue Pasteur, Alger)

Jusqu'au 19 octobre :

Exposition «Les couleurs peintres mentées» de l'artiste peintre Abdelhalim Kebieche.

Galerie de la Fondation Ahmed-et-Rabah-Asselah (Alger-Centre)

Jusqu'au 28 octobre :

Exposition de peinture de l'artiste Katia Challal.

Musée national public d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 29 octobre :

Exposition «Paysages et portraits dans la collection du Musée».

Institut français d'Alger (Alger-Centre)

Jeudi 19 octobre à 18h :

Conférence «Pourquoi le Maghreb est essentiel pour la France» par Hakim El Karoui, normalien, agrégé de géographie. Entrée sur carte d'accès, dans la limite des places disponibles. Réservation à l'adresse : rencontreavechakimelkaroui2017.alger@if-algerie.com

Basilique Notre-Dame-d'Afrique (Bologhine, Alger)

Samedi 4 novembre à 19h30 :

Chant lyrique «Prières et invocations» avec la soprano Aurélie Loilier et la pianiste Qiaochu Li. Entrée sur carte d'accès. Réservation des places à l'adresse : chantlyriquepriresetinvocations4nov2017.alger@if-algerie.com

Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh (Ouled Fayet, Alger)

Jusqu'au 18 octobre à partir de 18h30 :

9<sup>e</sup> édition du Festival culturel international de musique symphonique. Invitée d'honneur : Italie. Entrée : 500 DA.

Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran

Jeudi 19 octobre à 19h :

Spectacle «Errances» de Lila Borsali.

Entrée : 500 DA.

Galerie Seen Art (156

Lotissement El-Bina, Dély-Ibrahim, Alger)

Jusqu'au 22 octobre :

Exposition de peinture «Ecllosion» de l'artiste Hasna Naouel Khair.

Galerie Asselah (39, rue Asselah-Hocine, Alger-Centre)

Jusqu'au 17 octobre :

Exposition de peinture de l'artiste peintre Bachir Bencheikh.

Galerie d'arts du Soffitel Algiers Hamma Garden (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 31 octobre :

Exposition «Identité» de l'artiste peintre Dounia Hedid.

### Grand Prix Assia Djabbar

#### Le jury installé

LE GRAND Prix Assia Djabbar a installé dimanche son jury constitué de sept membres tous issus du monde universitaire et de la culture, annonce un communiqué de l'Entreprise nationale de la communication, de l'édition et de la publicité (Anep).

Outre Naget Khadda, sa présidente, le jury regroupe, à titre de membre, Amina Bekkat, Abdelmadjid Merdaci, Hamid Bouhbib, Brahim Sahraoui, Abdelkader Bouzida et Achour Fenni.

Le Grand Prix Assia Djabbar, du nom de la célèbre femme de lettres algérienne disparue en 2015, est coorganisé par l'Enag (Entreprise nationale des arts graphiques (Enag) et l'Anep.

Il récompense, depuis son institution en 2015, la meilleure œuvre en Français, Arabe et Tamazight de l'année.

L. B.



## Coup-franc direct

### Des présidents dites-vous ?

Par Mahfoud M.

Deux clubs de l'Algérois, à savoir le CRB et l'USMH, vivent une situation critique avec les résultats qui sont en deçà des espérances dans fans qui s'attendaient à mieux. Le CRB est entré dans une zone de turbulence avec les grèves incessantes qu'organisent les joueurs, irrités par le comportement de leur président Bouhafs qui refuse de les régulariser. L'USMH est dans une situation presque similaire, même si les joueurs ne peuvent rien faire, étant donné que les résultats sont négatifs. Ces présidents font honte à la profession et au football professionnel qui s'est clochardisé avec des responsables qui refusent de prendre leurs responsabilités, se contentant d'une présence juste physique alors qu'ils doivent se démenner pour ramener les moyens qu'il faut pour être dans les standards d'un club qui devrait être géré de manière vraiment professionnelle. Ces présidents doivent partir s'ils ne se sentent pas capables de faire leur travail, étant donné qu'ils sont redevables devant tout le monde et ne sont pas là juste pour la forme. C'est devenu une habitude pour ces présidents qui ne veulent pas se casser la tête et restent dans cet engrenage.

M. M.

## Ligue des champions - Demi-finale (retour) / WAC-USMA Les Usmistes gardent confiance

LES JOUEURS de l'USM Alger affichent une grande sérénité avant leur demi-finale retour de Ligue des champions d'Afrique face aux Marocains du Wydad Athletic Club, prévue samedi prochain à Casablanca, affirmant qu'ils croyaient dur comme fer en leurs chances d'aller en finale. «Si un joueur ne croit pas en ses chances de gagner un match, autant ne pas le jouer», a expliqué le milieu de terrain Hamza Koudri dimanche, en zone mixte au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger), assurant que «la préparation se déroule dans de très bonnes conditions, avec un effectif presque au grand complet» car ne déplorant actuellement que l'absence de l'avant-centre Oussama Darfouf, victime d'une contracture musculaire à une cuisse. «Les joueurs sont conscients de la difficulté de la tâche et travaillent de manière assidue pour mener le club vers sa deuxième finale de Ligue des champions après celle de 2015», a ajouté l'ancien porteur d'eau du MC Alger. Les Rouge et Noir avaient raté le coche au match aller en concédant un nul vierge (0-0) au stade du 5-Juillet, mais cette situation ne semble pas les perturber outre mesure. «Même si on avait gagné (2-0) à l'aller, la qualification se serait quand même jouée à Casablanca, car tout peut arriver pendant ce match retour», a

affirmé pour sa part l'attaquant Abderrahmane Meziane, assurant que lui et ses camarades feront «le maximum» pour revenir avec la qualification de Casablanca. La pression du public marocain sera probablement importante au stade Mohamed V de Casablanca car les supporters du Wydad essayeront d'endosser le maillot du 12<sup>e</sup> homme pour galvaniser leur équipe, mais cet état de fait ne semble pas déranger les Usmistes. «L'USMA est habituée à jouer des matchs de cette envergure, comme face au Mouloudia, où le stade est souvent complet. Donc, la pression ne risque pas de nous perturber, ou d'influer sur notre manière de jouer», a assuré de son côté le défenseur Mohamed Benyahia, se disant «prêt» à tenir sa place dans la charnière centrale, si bien sûr l'entraîneur belge Paul Put décide de lui faire confiance. Le WA Casablanca accueillera l'USM Alger samedi à 20h00 au stade Mohamed V de Casablanca. Le match sera dirigé par un trio arbitral sénégalais, sous la conduite de Malang Diedhiou, assisté de ses compatriotes El Hadj Malick Samba et Djibril Camara. L'autre demi-finale mettra aux prises Al Ahly d'Egypte et l'ES Sahel de Tunisie. L'équipe de Sousse avait remporté à domicile la première manche sur le score de 2 à 1.

## Anderlecht

### Hanni a la confiance de son coach

Le nouvel entraîneur d'Anderlecht (Div.1 belge de football), Hein Van Haezebrouck, a pris la défense de ses joueurs, en particulier le capitaine international algérien Sofiane Hanni, victime récurrente des sifflets d'un groupuscule de supporters du club champion de Belgique en titre. «J'ai exprimé au groupe mon opinion. Ça me fait mal quand un joueur est sifflé. J'ai une bonne carapace, je peux y résister. Mais quand un joueur est visé, je ne peux l'accepter. Cela peut évoluer rapidement et j'espère que les supporters montreront leur bon côté», a expli-

qué le coach belge, cité dimanche par la presse locale. Anderlecht reste sur une victoire décrochée vendredi sur le terrain du FC Malines (4-3) dans le cadre de la 10<sup>e</sup> journée du championnat. Lors de cette rencontre, le milieu offensif algérien s'est illustré avec deux passes décisives. Le discours du nouveau coach des Mauves a été bien reçu par les supporters d'Anderlecht. Lors de son remplacement à Malines, tout le bloc de fans anderlechtois présent au stade a réservé une ovation à Hanni qui, à son tour, les a applaudis. Hanni compte désormais trois passes déci-

sives depuis le début de la saison alors qu'il n'a marqué qu'un seul but. L'ancien joueur de Malines avait terminé meilleur passeur lors du précédent exercice avec 17 passes. Il a rejoint Anderlecht en 2016. Il avait été sacré meilleur buteur du championnat de Belgique lors de la saison 2015-2016 (17 buts) et a été aussi choisi meilleur joueur de la saison sous le maillot du FC Malines. Anderlecht, tenant du titre, occupe la 4<sup>e</sup> place au classement de la Jupiler League avec 18 points, à six longueurs du leader Club Bruges, en déplacement dimanche sur le terrain d'Ostende.

## Equipe nationale

# Ighil, Menad et Haniched dans le staff de Madjer

■ Tout porte à croire que l'ancienne star de la sélection nationale, Rabah Madjer, est le prochain sélectionneur national, d'autant plus qu'il a déjà formé le staff avec lequel il travaillera.

Par Mahfoud M.

Ainsi, des sources de la FAF indiquent que l'ex-joueur du FC Porto a tout conclu avec Meziane Ighil et Djamel Menad qui seront ses adjoints, en plus de l'entraîneur des gardiens de but de l'USMB, Mohamed Haniched, qui devrait renforcer le staff malgré le maintien de Bouras qui a travaillé avec Alcaraz. Ainsi, ces techniciens auraient tous donné leur accord et devraient signer leur contrat en compagnie du sélectionneur national dans les prochaines heures. D'ailleurs, une conférence de presse est prévue par ce staff ce jeudi à Sidi Moussa. Elle interviendra après la signature du contrat. Pour le moment, ce qui inquiète le plus le président de la FAF, Kheireddine Zetchi, c'est la résiliation du contrat d'Alcaraz qui patine devant l'insistance de ce dernier d'obtenir les indemnités pour toute la période de son contrat qui court jusqu'à 2019 et non seulement pour six mois comme proposé par la FAF. Zetchi est, en tout cas, prêt à régulariser l'Espagnol même si c'est de sa propre



Menad sera dans le staff de Madjer

poche, vu que c'est lui qui a insisté pour le ramener malgré le fait que beaucoup avaient tenté de le dissuader, s'agissant d'un technicien méconnu qui n'a jamais eu à travailler avec aucune sélection. Pour revenir au staff qui devrait être formé par Madjer, certains se demandent s'il sera cohérent, d'autant plus qu'il s'agit d'entraîneurs qui sont actifs sur

le terrain contrairement à Madjer qui est au chômage depuis plus de quinze ans. En tout cas, la fédération souhaite installer un staff étoffé pour permettre à la sélection une bonne prise en charge d'autant plus que la situation ne sera pas facile face aux grands défis qui attendent les Verts.

M. M.

## Ligue I Mobilis (7<sup>e</sup> journée) Chaud derby à Constantine

Le derby de l'Est entre le leader, le CS Constantine, et un de ses poursuivants directs, l'ES Sétif, sera sans aucun doute l'attraction de cette 7<sup>e</sup> journée de la Ligue I Mobilis qui a été avancée à aujourd'hui après que la LFP avait dans un premier temps retardé une journée pour permettre à l'EN de disputer un match comptant pour les éliminatoires du Mondial. Conforté par sa dernière victoire ramenée de l'extérieur de ses bases face à l'US Biskra. Certes, la rencontre face aux Sétifiens est d'un tout autre acabit, étant donné qu'il s'agit d'un prétendant au titre, mais les Sanafirs ont, eux aussi, leurs atouts à faire valoir et se donneront à fond pour tenter de prendre les trois points et garder

le fauteuil de leader. Les coéquipiers de Abid savent que leur mission ne sera pas de tout repos et sont conscients du fait qu'ils devront se donner à fond s'ils ne veulent pas être distancés. De son côté, l'Entente ne se présentera pas en victime expiatoire, mais tentera le tout pour le tout pour essayer de revenir dans la course au titre, surtout quelle est quelque peu affectée par le nul enregistré à domicile face à l'OM. De son côté, le CR Belouizdad qui avait été forcé au partage des points par la JS Saoura, aura un déplacement difficile à effectuer en se rendant à Médéa où l'Olympique local l'attendra de pied ferme. Les gars de Laâkiba se doivent quand même de se donner à fond et

d'aller de l'avant s'ils souhaitent rester dans le giron du leader. Le MC Oran qui carbure bien en ce début de saison et qui avait remporté un succès à Alger face à l'USMH, souhaite confirmer avec la réception du MCA dans un classique qui promet beaucoup. Les Algérois, eux, sont dans l'obligation de réussir cette sortie au risque de rentrer dans la zone de turbulence. Le match qui mettra aux prises l'USM Blida à l'USM Bel-Abbès sera déséquilibré, entre une formation qui va mal et une autre qui souhaite garder sa forme après les excellents résultats jusqu'à présent. La JS Saoura qui a tenu en échec le CRB souhaite battre le NAHD à domicile, ce qui devrait lui permettre de rester dans la course pour une place honorable. Enfin, le match entre l'USMA et l'USB est reporté pour permettre aux Rouge et Noir de préparer la rencontre retour de la demi-finale de la Ligue des champions d'Afrique.

M.M.

**Le programme :**  
Mardi 17 octobre 2017 à 16h :  
MCO-MCA  
OM-CRB  
USMB-USMBA  
JSK-USMH (17h)  
CSC-ESS (17h45)  
JSS-NAHD (19h)  
USMA-USB (reporté)

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Oued-Ghir

### Privé de subventions, le mouvement associatif en colère

LE MOUVEMENT associatif de la commune de Oued-Ghir, daïra de Béjaïa, est en colère depuis plusieurs jours. Plusieurs animateurs associatifs et des adhérents d'associations ont fermé le siège de l'APC pour dénoncer le refus de la validation par les élus des subventions accordées dans le cadre du budget supplémentaire 2017. Associations sportives, associations de quartiers, associations culturelles et de pétanque et des scouts attendent leurs subventions pour poursuivre leurs activités qui sont à présent suspendues faute de moyens financiers. Il faut savoir que ces associations prennent en charge des centaines de jeunes insérés dans des activités permanentes. Le maire de Oued-Ghir Yacine Ramdani qui intervenait sur les ondes de radio Soummam hier a affirmé que 250 millions de centimes sont consacrés à ces associations dans le cadre du B.S. mais, les élus ont voté contre la répartition de cette somme à cause, déclare-t-il, d'une crise qui paralyse l'Assemblée

depuis de longs mois. Pour le maire «cette affaire nécessite l'intervention du wali». Amine Hellaïl représentant du mouvement associatif a «exigé» hier des autorités le déblocage des subventions afin de permettre aux associations de poursuivre leurs activités qui sont à l'arrêt et surtout permettre aux jeunes de pratiquer leur sport. M. Hellaïl rappelle avoir saisi par courrier récent, le maire, le chef de daïra et le président de l'APW sur la question mais en vain, d'où la décision de bloquer le siège de l'APC comme dernier recours. A noter que les souscripteurs aux 50 logements de type LSP du site «Aboud» d'Akbou sont revenus à nouveau à la charge. Après leur action de la fin du mois d'août dernier, ils se sont rassemblés hier devant le siège de la wilaya pour exiger la remise des clés de leurs logements qu'ils attendent depuis 11 longues années. Reçus par le wali, ces derniers ont été rassurés sur la remise des clés de leurs logements d'ici peu. H. Cherfa

## Seddouk

### 500 familles raccordées au gaz naturel

LE WALI de Béjaïa, Mohamed Amine Hattab, a mis en service hier le projet de raccordement en gaz de ville en faveur de 500 foyers des villages Imoula et laâzouzen dans la commune de Seddouk. La cérémonie de mise en service de l'alimentation en gaz de ville a été caractérisée par une grande joie des populations qui attendaient cela depuis l'indépendance du pays, comme l'a déclaré un habitant très content que désormais il n'aura plus à aller chercher des bonbonnes de gaz butane qui arrivent au village à des prix très élevés durant la période des grands froids et de neige, tant ces villages sont situés à 900 et 1 000 mètres d'altitude. Le wali a fait avoir que le taux de pénétration en gaz de ville dans la wilaya de Béjaïa a atteint actuellement les 44% alors qu'il était de 42% au début de l'année en cours. Selon les prévisions, le taux sera porté d'ici à la fin de l'année 2018 à au moins 87% et à 56% la fin de l'année en

cours avec le raccordement de plus de 1 000 habitants dans la wilaya de Béjaïa après le déblocage du projet qui a été bloqué depuis 15 ans et qui devrait augmenter plus de six communes de l'est de la wilaya et la commune de Ziana Mansouriah dans la wilaya de Jijel où 50 000 âmes bénéficieront de cette denrée devenue indispensable à la vie et aussi la mise en service des projets touchant certaines localités de la commune de Boudjellil. Les habitants de deux villages Imalou et laâzouzen ont saisi l'occasion pour exposer leurs préoccupations au wali et aux responsables qui l'accompagnaient. Le chef de l'exécutif a pris la décision de dépêcher une commission pour essayer de dégager des solutions en ce qui concerne le déficit en matière d'eau, le revêtement des routes et l'installation de l'éclairage public, etc. H. C.

## Harcèlement sexuel et chantage à Akbou

### Un jeune homme arrêté et écroué

«UN JEUNE homme répondant aux initiales de L.L. âgé de 26 ans, natif de la wilaya de M'sila a été arrêté par la police judiciaire de la sûreté de daïra d'Akbou au courant de ces derniers jours pour tentative de viol et harcèlement sexuel, chantage et menace de mort», a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Ce dernier a été appréhendé après être encerclé par la police qui a reçu auparavant une plainte d'une jeune fille répondant aux initiales de D.Kh. âgée de 22 ans et native d'Akbou. Cette dernière a été l'objet de menace de mort, tentative de viol et de harcèlement sexuel de la part de l'individu qui était en liaison avec elle après sa demande en mariage qui n'a pas été acceptée par les parents de la jeune femme qui a décidé de mettre fin, en vain, à sa liaison. «Le prévenu a menacé de publier ses photos sur les réseaux sociaux et sur Internet si elle n'acceptait pas de sortir avec lui, etc.», précise notre source. L'individu qui a continué à faire chanter la jeune femme contre son silence a été arrêté suite à une souricière que lui a été tendue par la police avec la coopération de la victime qui devait lui remettre une somme d'argent lors d'un rendez-vous. Accusé de tentative de viol, harcèlement et chantage, menace de viol, il a été présenté devant le procureur de la République qui l'a déféré devant le juge instructeur qui l'a écroué. H.C.

## LE CORPS ÉLECTORAL CONVOQUÉ



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Oran

### Saisie record de 55 000 comprimés d'ecstasy

■ Les services de la Gendarmerie nationale ont opéré, dimanche soir, une saisie record de 55 000 comprimés d'ecstasy.

Par Kamel L.

De même source, on précise que cette opération est la plus importante dans l'histoire de la lutte contre le trafic des psychotropes en Algérie. Opérée au niveau de la commune d'Oued Tlelat, au sud de la wilaya d'Oran, la saisie de cette marchandise prohibée a été faite suite à l'exploitation de renseignements et dans le cadre de la coordination entre les services du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Oran et un détachement de l'ANP, relevant de la 2<sup>e</sup> Région militaire. Cette opération d'envergure a permis l'arrestation de huit individus constituant un réseau organisé considéré comme l'un des plus importants fournisseurs de psychotropes dans la région Ouest du pays, précise-t-on de même source. Les gendarmes



enquêteurs ont saisi également lors de cette opération cinq véhicules de différentes marques, utilisés dans cette activité criminelle, une quantité de 5,5 kilos de kif traité et une somme de près de cinq millions de DA, représentant les revenus de ce commerce illicite. Les services

de la sûreté d'Oran avaient opéré, il y a trois semaines, une saisie record de 20 000 comprimés d'ecstasy. Les investigations avaient montré que cette drogue a été introduite sur le territoire national à travers la bande frontalière Ouest, rappelle-t-on.

K. L./APS

## El Tarf : lancement prochain des travaux

### L'hôtel «El Mordjane» va renaître de ses gravats

LES TRAVAUX de réhabilitation et de modernisation de l'hôtel «El Mordjane» d'El Kala, un établissement public fermé depuis près de 10 ans en raison de sa dégradation, seront lancés au cours de la semaine prochaine, ont indiqué lundi les responsables de la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'El Tarf. La phase portant sur le déchargement des édifices détériorés a été achevée, a-t-on ajouté, signalant que les travaux permettront à cet hôtel, classé trois étoiles, d'une capacité de 103 chambres, d'être entièrement «relooké». Confiés à une entreprise espagnole pour une enveloppe financière de l'ordre de 2,38 milliards de dinars, les travaux de réhabilitation de cet hôtel seront livrés après 15 mois, a-t-on indi-

qué. Un délai que le chef de l'exécutif a estimé «excessivement long» lors d'une récente visite d'inspection du chantier, d'où la nécessité, selon lui, de revoir à la baisse ce délai pour permettre à cet établissement doté de divers services (thalassothérapie, vélodrome) d'offrir de meilleures conditions de séjour aux touristes et visiteurs transitant par la ville côtière d'El Kala. L'hôtel «El Mordjane» un bijou architectural construit durant les années 1970, était considéré comme un lieu d'hébergement et de détente par excellence eu égard à sa proximité avec les différents points commerçants de cette ville côtière et ses magnifiques plages accueillant des milliers de touristes, a-t-on rappelé.

Hania D.